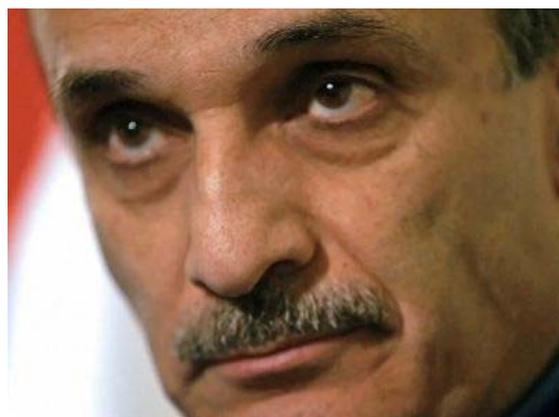


« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Samir Geagea a trahi

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 20 MAI 2013



**Samir Geagea, choisi par des psychologues israéliens durant la guerre civile libanaise pour exécuter des leaders politiques, il assassine notamment Tony Frangié et Rachid Karame. Condamné trois fois à mort, il est amnistié par le gouvernement de la "révolution du Cèdre". Il préside aujourd'hui les Forces libanaises (FL).**

## Samir Geagea a trahi

**P**ar Pierre Khalaf

À peine le coordinateur du président Barak Obama pour le Proche-Orient, Philipp Gordon, avait-il quitté Beyrouth, que les résultats de sa visite sont apparus sur la scène politique libanaise. Les Forces libanaises ont subitement renié tous leurs engagements et se sont retournées contre le projet électoral orthodoxe, brisant l'unanimité chrétienne.

Samir Geagea a été chargé par Washington d'empêcher le recouvrement par les chrétiens de leurs droits, spoliés depuis plus de 20 ans par le Courant du futur et le Parti socialiste progressiste,

avec qui il a conclu un accord sur un projet électoral mixte. Ce projet est basé sur les modes de scrutin majoritaire et proportionnel et sur un nouveau découpage des circonscriptions. 46 % des sièges parlementaires seront élus sur base de la proportionnelle et 54 % suivant le mode majoritaire. Le scrutin majoritaire sera organisé au niveau de 26 circonscriptions, les cazas actuels. Le scrutin proportionnel sera organisé au niveau de six grandes circonscriptions, les cinq mohafazats actuels, le mohafazat du Mont-Liban étant divisé en deux circonscriptions : l'une formée des cazas de Jbeil, Kesrouan, Metn-Nord et Baabda ; et la seconde regroupant les cazas du Chouf et de Aley. Une lecture approfondie de cette proposition permet de mieux comprendre ses conséquences. Le découpage des circonscriptions et leur regroupement affaiblirait l'électorat chrétien davantage que la loi de 1960. La division du Mont-Liban en deux circonscriptions met en effet les chrétiens à la merci des électeurs sunnites et druzes.

Le patriarcat maronite s'est dit surpris que le chef des FL ait pu accepter un tel accord alors qu'il s'était engagé à soutenir les efforts visant à produire une loi assurant la meilleure représentation possible pour les chrétiens. En contrepartie de ce revirement, Samir Geagea a reçu des garanties qu'il nommerait une partie des candidats chrétiens sur les listes électorales du Courant du futur et du PSP. Ces deux partis lui auraient promis de lui assurer un bloc parlementaire de 16 députés.

L'opinion publique chrétienne a été choquée par cette « *trahison* ». Au lieu de faire son *mea culpa*, Samir Geagea a renoué avec un virulent discours hostile à Michel Aoun. Sortant des considérations politiques, il s'en est pris personnellement au leader du Courant patriotique libre dans les termes les plus insultants. Mais les électeurs ne lui pardonneront pas ce revirement et les analystes prévoient un raz-de-marée en faveur de Michel Aoun lors des prochaines élections.

## Que signifie reconnaître la judaïté d'Israël ?

Par Khaleb Kandil

Depuis des années, Israël s'efforce d'arracher une reconnaissance en tant qu'État juif. Avec Barak Obama, cette question s'est transformée en une des principales constantes de la politique occidentale au Proche-Orient. Des efforts sont entrepris pour que la judaïté d'Israël soit reconnue par les débris de la Ligue arabe, dirigée par le Qatar. Cela est clairement apparu lors de la dernière visite à Washington du Premier ministre qatari, Hamad Ben Jassem Al-Thani.

Reconnaître Israël en tant qu'État juif, c'est concéder que la terre de Palestine est un droit juif et agréer la légende sioniste bâtie sur la falsification de l'Histoire. Cela signifie que les États arabes inféodés à l'Occident auront signé le document d'abandon des droits historiques du peuple palestinien et enterré définitivement le droit au retour des millions de réfugiés. Les Palestiniens se transforment ainsi en spoliateur de la terre des juifs depuis des siècles.

Cette formule politique est la plus grave depuis l'accord égypto-israélien de Camp David. Ses résultats catastrophiques sur les plans politique et légal seront plus graves que toutes les trahisons et erreurs commises par les États arabes jusqu'à présent.

Reconnaître la judaïté d'Israël pave la voie à des massacres contre les Palestiniens des régions de 1948, qui seront chassés à leur tour de leur terre, sans oublier ceux de Cisjordanie.

Il s'agit d'un odieux concept raciste, et les dirigeants sionistes parlent ouvertement d'un « *État juif pur* », bâti sur l'épuration ethnique. Les régions palestiniennes en Cisjordanie deviendront des sortes de bantoustans, régis par l'apartheid. Le chef d'état-major israélien, Benny Gantz, a préparé le terrain à l'exode des Palestiniens lorsqu'il a évoqué un Proche-Orient peuplé de millions de réfugiés en Syrie, au Liban et en Jordanie. L'occasion est propice, selon lui, pour chasser les Arabes de Palestine.

Ces propos nous éclairent davantage sur l'un des principaux objectifs stratégiques de la guerre mondiale lancée contre la Syrie. Car ce rêve sioniste ne peut être concrétiser que si la Syrie est affaiblie et démembrée.

Déclarations et prises de positions

**Bachar al-Assad**, président de la République arabe syrienne

*« Les accusations contre la Syrie concernant l'utilisation d'armes chimiques ou les déclarations concernant ma démission changent tous les jours. Et il est probable qu'il s'agit d'un prélude à une guerre contre notre pays. On a dit que nous utilisons des armes chimiques contre des zones résidentielles. Si ces armes étaient utilisées contre une ville ou un faubourg, avec un bilan de dix ou vingt victimes, serait-ce crédible ? Leur utilisation signifierait la mort de milliers ou de dizaines de milliers de personnes en quelques minutes. Qui pourrait cacher une pareille chose ? Démissionner, ce serait fuir. Je ne sais pas si Kerry ou un autre a reçu du peuple syrien le pouvoir de parler en son nom sur la question de savoir qui doit partir et qui doit rester. Nous avons bien accueilli le rapprochement américano-russe et nous espérons que cela débouchera sur une conférence internationale pour aider les Syriens à surmonter la crise. De nombreux pays occidentaux ne voulaient pas d'une solution en Syrie. Et nous ne pensons pas que les forces qui soutiennent les terroristes souhaitent une solution à la crise. »*

**Béchara Raï**, patriarche maronite

*« Il n'est pas digne du Parlement libanais, des responsables et du pays, de ne pas aboutir à l'adoption d'une nouvelle loi électorale et de gaspiller des jours et des mois de discussions et de concertations, après six ans de présentation de projets. Nous appelons le président de la Chambre à poursuivre ses efforts pour l'obtention d'un consensus. Nous appelons les partis de tous bords à faire des concessions. L'intérêt du pays prévaut sur tout intérêt personnel, et l'intérêt du pays repose sur le respect des institutions constitutionnelles, du cycle démocratique et de l'alternance au pouvoir. Nous appelons tous les responsables politiques à mettre un terme aux accusations de trahison et à ne plus rouvrir les dossiers du passé, et nous espérons qu'ils ne décevront pas les attentes du peuple libanais et des générations futures. »*

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

*« Le pacte de coexistence a été renié aujourd'hui, avec l'accord de parties chrétiennes, malheureusement. Les concessions de Taëf ont été réitérées, mais de façon plus intense. Nous n'avons d'autre*

*souci que la justice pour les chrétiens et la préservation de la patrie. Et le souci du camp adverse est de gagner des sièges parlementaires et de maintenir sa mainmise sur le pouvoir. »*

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises

*« Nous sommes la cible d'une nouvelle guerre d'élimination semblable à celle de 1989. C'est une grosse guerre qui a pour origine la Syrie et le Hezbollah, et pour instruments Aoun et ses hommes. Mais comme la première fois, ils ne réussiront pas. Il y a un maestro unique derrière tout cela, et il se trouve bien plus loin que Rabieh. Pour ce qui est des médias du Courant patriotique libre, qui n'est ni patriotique ni libre, ils parlent de trahison. Mais la vraie trahison consiste à trahir la cause pour quelques postes ministériels. Aoun ne peut vivre que sur les cadavres. Il a 78 ans et, je regrette de le dire, il lui faut toujours des boucs émissaires. Assez de surenchères. À force de surenchérir, il faut se baisser pour ramasser ses mensonges. Les FL étaient les premières à adhérer au projet orthodoxe. Mais le Hezbollah était contre. Puis, sans à aucun moment changer d'avis à ce sujet, il a exploité la situation et s'est livré à un petit jeu qui a mené là où on sait. Pourquoi ? Parce que tous les sondages donnaient les FL premier parti chrétien et Samir Geagea en tête de tous les leaders chrétiens. Aoun trompe toujours les gens sur tous les dossiers. C'est lui qui rogne sur les droits des chrétiens et qui joue sur leurs sentiments. En réalité, la pire des choses qui soit arrivée aux chrétiens, c'est la présence de Aoun. »*

**Gebran Bassil**, ministre libanais de l'Énergie, haut responsable du CPL

*« Vingt-quatre ans après l'accord de Taëf, nous avons eu une opportunité de l'appliquer et d'améliorer la loi électorale, mais nos confrères (Forces libanaises) l'ont fait chuter. La loi électorale orthodoxe aurait pu préserver la vie commune et renforcer le rôle des chrétiens dans le pays, tout en assurant un équilibre des pouvoirs. Ce projet est le seul à avoir été avalisé par la majorité des pôles politiques. Ce texte est, de la bouche même des responsables FL, le plus respectueux de la Constitution et du pacte national. La proposition orthodoxe est plus importante pour le CPL que son alliance avec le Hezbollah. Nous avons expliqué à nos alliés que*

*s'ils refusaient cette loi, nous serions prêts à laisser tomber notre alliance avec eux. Nous avons tout fait pour préserver cette opportunité et ce rêve de donner aux chrétiens libanais 64 députés élus par les chrétiens eux-mêmes. Nous avons fait beaucoup de sacrifices pour que soit adopté ce texte. J'ai même renoncé à mon siège à cette fin. Le projet de loi électorale mixte concocté par le 14-Mars divise le Mont-Liban conformément aux intérêts de M. Joumblatt. De quelle justice et de quelle équité s'agit-il lorsque les chrétiens perdent, sans aucune raison, 14 députés. De quelle entité parle-t-on lorsque le courant du Futur et le PSP refusent d'accorder aux chrétiens leurs droits constitutionnels. Les Forces libanaises ont trahi les chrétiens en renonçant au projet orthodoxe. Nous ne sommes pas surpris par ce qu'ils ont fait en mettant leurs intérêts personnels avant ceux des chrétiens, en donnant la priorité aux intérêts du 14-Mars sur ceux du Liban. Les FL ont aussi trahi Bkerké, ainsi que le parti Kataëb. Ils ont choisi de soutenir le Courant du futur au lieu des chrétiens. »*

**Jean Kahwagi**, commandant en chef de l'Armée libanaise

*« L'institution militaire est consciente des dangers qui guettent le Liban et elle est prête à tous les sacrifices pour préserver l'unité du pays. Nous vivons la période la plus délicate de notre histoire contemporaine. Le Liban affronte de nombreux défis sécuritaires dans plusieurs régions, visant à transposer la crise syrienne sur son territoire et les agressions israéliennes se poursuivent, ainsi que les activités des cellules terroristes que l'armée traque. Pour relever ces défis, il est essentiel de renforcer le rôle de l'institution militaire et de lui assurer les équipements nécessaires. L'expérience de contrôle des frontières maritimes et terrestres et les événements au plan interne, en concomitance avec la crise syrienne, ont illustré la nécessité des équipements modernes. »*

**Naïm Kassam**, secrétaire général adjoint du Hezbollah

*« Un gouvernement des trois tiers est inacceptable et il ne correspond pas à l'intérêt national. Comment est-il possible de représenter 45 % des députés par le tiers des postes ministériels, alors que 7 % de ceux qui siègent à la Chambre sous le titre de centristes ou d'indépendants obtiennent également un tiers des ministres ? La représentation au gouvernement doit être*

*proportionnelle à celle du Parlement. Nous voulons être partenaires au gouvernement et nous sommes prêts à subir les pressions et à assumer nos responsabilités. Nous n'accepterons pas un cabinet des trois tiers bâti sur des promesses. Nous voulons un gouvernement de partenariat national. »*

**Alexander Zasytkin**, ambassadeur de Russie à Beyrouth

*« Il était prévu que le congrès international sur la Syrie ait lieu fin mai, mais c'était à un moment où le rapprochement entre différents points de vue était plus important qu'aujourd'hui. Actuellement, je crois qu'il est plus réaliste de dire qu'il aura lieu en juin. Le grand problème reste celui de déterminer quelle sera la délégation de l'opposition syrienne, il n'y a pas encore de consensus sur le sujet. Nous fournissons beaucoup d'efforts pour faire réussir ce congrès. Mais nous sommes inquiets en raison des conditions impossibles à satisfaire de certaines parties, comme celle de demander que Bachar el-Assad ne soit pas présent. Il y a une tendance dangereuse du Conseil de sécurité de l'Onu à faire assumer au seul régime la responsabilité des événements, en négligeant celle de l'opposition armée. Notre priorité est d'arrêter le bain de sang. »*

**Maura Connelly**, ambassadeur des États-Unis au Liban

*« Les États-Unis appuient les efforts exceptionnels déployés par des chefs politiques libanais pour préserver les cadres légaux et constitutionnels du Liban et organiser les élections législatives dans les délais qui leur sont impartis. »*

## Événements

• Une porte-parole de l'armée israélienne a déclaré que deux projectiles tirés depuis la Syrie se sont abattus mercredi dans un secteur du mont Hermon occupé par Israël : *« Il y a eu deux explosions du côté israélien du mont Hermon, nous examinons les circonstances de l'incident »*, a-t-elle ajouté, tout en soulignant que *« cela est lié à la situation en Syrie »*. Plusieurs incidents similaires se sont produits ces derniers temps dans cette région.

Rappelons que la Syrie avait annoncé l'ouverture du front du Golan en riposte aux raids israéliens contre Damas.

• L'organisation de défense des droits de l'Homme US Human Rights Watch (HRW) a appelé lundi la rébellion syrienne à empêcher ses combattants de commettre des atrocités, après la mise en ligne d'une vidéo montrant un homme faisant mine de croquer le cœur d'un soldat. La vidéo « *semble montrer un commandant de la brigade rebelle Omar al-Farouq en train de mutiler le corps d'un combattant pro-régime* », écrit Human Rights Watch dans un communiqué de presse. Les images qui ont émergé récemment sur YouTube montrent un homme identifié comme étant un chef rebelle, Abou Sakkar, découpant le cœur et le foie d'un soldat en uniforme. Il profère des insultes contre les alaouites et porte le cœur à sa bouche. « *Nous jurons devant Dieu que nous mangerons vos cœurs et vos foies, soldats de Bachar le chien* », dit-il.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars, 17 mai 2013)

La mascarade électorale et gouvernementale se poursuit ouvrant la voie à l'une des deux options suivantes : la prorogation du mandat du Parlement ou l'application de la loi de 1960 à partir de lundi prochain. Il y a une incapacité politique et logistique à tenir les élections dont la date est toujours en juin ainsi que l'approche de la fin du mandat du Parlement, ce qui laisse profiler à l'horizon les velléités d'un vide national généralisé.

Dans les dernières minutes, le Courant du futur (CDF) a proposé au chef du Législatif, Nabih Berry, de troquer la prorogation du mandat du Parlement contre la formule gouvernementale prévoyant la répartition des sièges ministériels en trois tiers (8+8+8) et l'alternance au niveau de l'attribution des portefeuilles. Walid Joumblatt, qui se serait mis d'accord avec le président de la Chambre (et le Hezbollah d'une manière sous-entendue) sur la prorogation formellement technique, mais au fond politique, du mandat du Parlement, il semblait être hésitant durant les dernières heures, donnant libre cours au jeu du flou ou du cache-cache sans

pour autant laisser des traces reflétant son adoption de la position du CDF (pratiquement de l'Arabie saoudite), laquelle consiste à lier la formation du gouvernement à la prorogation du mandat du Parlement.

Dans ce contexte, la prorogation du mandat du Parlement sera-t-elle de quatre mois, de six mois, de neuf mois ou de 2 ans, comme le préfère le président Nabih Berry ?

La prorogation du mandat du Parlement ne constitue plus un dilemme, compte tenu de l'intérêt et de la disposition de toutes les formations à reporter les élections. Seul le Courant patriotique libre (CPL) refuse catégoriquement l'idée de la prorogation du mandat du Parlement-prorogation qu'il ne sera en mesure de contrecarrer qu'en assurant la tenue des élections sur la base de la loi de 1960, qui est devenue d'un jour à l'autre sa seule planche de salut.

**As-Safir** (16 mai 2013)

Elie Ferzli

Le Courant du futur et les Forces libanaises ont enterré officiellement la loi orthodoxe en s'entendant sur un texte mixte. Il s'agit d'une pièce bien orchestrée visant à aboutir à la prorogation du mandat du Parlement. À chaque fois que Samir Geagea exprimait le soutien de sa formation au projet orthodoxe, les échos se faisaient entendre en Arabie saoudite, ce qui a eu un impact direct sur les négociations de dernière minute : le Courant du futur a concédé aux Forces libanaises la plupart des sièges dévolus aux chrétiens indépendants, et les deux parties ont taillé ensuite ensemble sur mesure les circonscriptions, en tenant compte de Walid Joublatt qui a aussitôt entériné l'accord.

**As-Safir** (15 mai 2013)

Sami Kleib

Le président Barack Obama est en passe de débattre avec la Russie d'une sortie de crise dans le dossier syrien, qui permettrait aux États-Unis de faire savoir qu'ils acceptent le maintien en place du président syrien Bachar al-Assad jusqu'à la fin de son mandat, et une solution politique négociée avec des représentants d'Assad lui-même. « *Il n'est pas étrange que nous soyons lâchés par les États-Unis. Ils ont l'habitude de le faire* », réagit un ancien diplomate français en rapport direct avec les dossiers régionaux,

comme pour résumer la politique US vis-à-vis de la crise syrienne. Trois pays européens au moins, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie, ont engagé des contacts avec Damas en coulisse. Ces pays sont farouchement opposés à la logique de l'armement de l'opposition, et redoutent l'onde de choc du terrorisme qui pourrait s'étendre jusqu'à leur sol. Ils estiment en outre que le président français François Hollande devrait mettre rapidement fin à l'aventure dans laquelle s'était lancé son prédécesseur Nicolas Sarkozy. D'ailleurs, des voix s'élèvent en France, de plus en plus, à l'encontre de l'alliance franco-qatarie.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Rosanna Bou Mouncef (16 mai 2013)

Lorsque le secrétaire d'État John Kerry a demandé à son homologue russe, lors de sa visite à Moscou, un engagement que le président syrien Bachar al-Assad ne se présentera pas lors des prochaines élections présidentielles, en 2014, Sergei Lavrov a refusé de le lui donner. Des sources diplomatiques indiquent que Moscou n'abandonne pas facilement les cartes dont il dispose dans le dossier syrien. Même si elle est convaincue qu'il sera difficile pour le président Assad de se maintenir au pouvoir, la Russie ne bradera pas cette carte, alors qu'elle poursuit ses pressions sur les États-Unis. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire l'affaire de l'espion états-unien qui était un diplomate à l'ambassade US à Moscou. Ces sources qualifient d'« *ambigu* » le timing de cette affaire, qui ne peut être séparée des préparatifs russes pour les négociations à venir avec Washington. Cet incident a confirmé les informations selon lesquelles la Russie n'avait pas changé sa position sur le dossier syrien, de même que les États-Unis d'ailleurs. Les deux pays campent sur leurs positions. Les réactions européennes, notamment françaises et britanniques, au sujet de la conférence internationale sur la Syrie, montrent aussi que Moscou et Washington ne sont pas encore parvenus à un accord, même s'ils ont convenu de la nécessité de trouver une issue pacifique et d'écartier la solution militaire. Russes et États-Uniens se sont entendus pour travailler ensemble afin d'élaborer un accord sur la période transitoire. Mais il n'y a pas d'accord sur les détails, comme par exemple les pays qui pourraient participer à la

conférence, l'identité des représentants du régime et de l'opposition, quelle opposition, sera-t-elle unie ou divisée, l'Iran sera-t-il présent, surtout qu'il existe des pressions pour qu'elle soit associée à la solution.

**Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche du 8-Mars, 17 mai 2013)

Aucun indice sérieux ne vient annoncer une possible percée dans le sens d'une entente sur une loi électorale. Les quelques heures qui nous séparent de la reprise du dépôt de candidatures sur base de la loi de 1960 seront donc consacrées à des discussions relatives à la prorogation du mandat de l'Assemblée.

Lors de la réunion de la commission de suivi jeudi, Berry aurait d'ailleurs fait comprendre aux participants à la réunion qu'aucune séance ne se tiendra si l'on ne parvient pas à une proposition de loi consensuelle. À en croire certains députés présents à cette réunion, le chef du Législatif aurait même insinué que dans l'hypothèse d'une impasse, la proposition de proroger le mandat de la Chambre figurera à l'ordre du jour.

Le coup d'envoi de la bataille pour la prorogation de ce mandat a bel et bien été donné. Berry propose une prorogation de deux ans. Quant au Courant du futur (CDF), agacé par le fait que le président de la Chambre « *ne soumettra au vote notre proposition de loi électorale que si elle fait l'objet d'un consensus alors qu'il comptait organiser un vote sur la loi du Rassemblement orthodoxe qui, elle, ne bénéficie pas d'un consensus* », il exige une contrepartie à la prorogation du mandat du Parlement : « *soit une loi électorale, soit un gouvernement* », dit l'un des décideurs du CDF. Les Forces Libanaises, pour leur part, affirment qu'elles n'ont rien contre une extension de trois mois, « *au maximum* », de ce mandat, pour laisser au ministère de l'Intérieur le temps de préparer les élections.

Des sources liées à ce parti indiquent toutefois que FL n'accepteront une prorogation du mandat de la Chambre que si le Courant du Futur l'avalise à son tour. Les Kataëb n'ont pas donné leur feu vert à une telle démarche non plus. Des sources proches de ce parti expliquent : « *Si une prorogation du mandat de la Chambre est mise sur la table en l'absence de tout accord sur une loi électorale, ce sera très dangereux. Car d'une part, la loi de 1960*

*restera de mise, et de l'autre, cette prorogation aura perdu sa fonction technique pour se doter d'un cachet politique, chose que rejette ce parti ».*

Jusqu'à présent, le député Michel Aoun s'oppose, à son tour, à tout scénario de ce genre, et plaide pour le déroulement des élections à la date prévue, tout en affichant une certaine flexibilité au sujet d'une éventuelle prorogation technique, sans pour autant se prononcer définitivement à cet égard. Quant au président de la République Michel Sleiman, il semble en phase avec le président Berry. L'extension du mandat de la Chambre devrait toutefois être limitée dans le temps, exige-t-il, et avoir lieu pour une seule fois, expression qui devrait, selon lui, figurer noir sur blanc dans la loi portant prorogation de ce mandat.

**Al-Akhbar** (17 mai 2013)

Ibrahim al-Amine

Samir Geagea vous êtes amnésique. Vous n'êtes pas en position de juger qui que ce soit dans ce pays. Tout ce que vous pouvez faire, c'est garder le silence. Si vous n'avez jamais été coupable de trahison, de lâcheté ou de pusillanimité, pourquoi est-ce que vous vous êtes laissé emporter de la sorte hier (jeudi) ? Qu'est-ce qui vous effraie au point de vous sentir obligé de vociférer et de multiplier les injures et les menaces ?

La base des Forces libanaises s'est divisée après l'abandon par Samir Geagea du projet orthodoxe, comme l'indique le flot de commentaires sur les réseaux sociaux.

**Al-Akhbar** (16 mai 2013)

Ghassan Seoud

Une lecture minutieuse du projet de loi électorale mixte des forces du 14-Mars permet de conclure qu'il repose sur deux bases, ni plus ni moins : l'intérêt de Walid Joumblatt, et la victoire certaine du 14-Mars. L'objectif de ce projet est de permettre aux forces du 14-Mars de rafler plus de la moitié des sièges au Parlement, et leur ouvrir la porte pour qu'elles mènent sérieusement la bataille en vue de remporter, pour la première fois, la majorité des deux tiers des sièges. Il ne s'agit pas uniquement de rendre possible le retour au pouvoir de l'ancien Premier ministre Saad Hariri, mais aussi d'élire le chef des Forces libanaises, Samir Geagea, à la Présidence de la

République.

**Al-Akhbar** (16 mai 2013)

Roula Ibrahim

Un responsable Kataëb affirme que certains, au sein de son parti, refusent de classer les Kataëb dans la case des perdants et d'offrir la victoire aux Forces libanaises (FL) après l'accord sur la loi électorale mixte conclu entre le Courant du futur (CDF), les FL et le Parti socialiste progressiste (PSP). *« S'il y a un gagnant, c'est bien le parti Kataëb, qui a respecté son engagement d'appuyer le projet orthodoxe du jour de sa naissance à l'annonce de son décès »*, déclare ce responsable avant d'ajouter : *« Au moins, les Kataëb n'ont pas changé le fusil d'épaule comme l'a fait le chef des FL Samir Geagea, qui a vendu le projet orthodoxe pour trente pièces. Qu'a-t-il reçu en échange ? Contre quoi l'a-t-il échangé ? Rien, à part des concessions supplémentaires des droits chrétiens pour sauver son alliance avec le CDF qui lui élit ses députés »*.

Le responsable Kataëb poursuit que *« de toute façon, il n'y a pas lieu de comparer la relation entre le parti Kataëb et Saad Hariri d'un côté, les Forces libanaises et Hariri de l'autre »*. *« Dès le départ, Bikfaya a entretenu une relation protocolaire avec Koreytem et a refusé d'être avalée par le Courant du futur ou de mendier des privilèges, affirme le responsable. Voilà pourquoi Amine et Samy Gemayel avaient des positions distinctes de celles des autres forces du 14-Mars. Ils ont rejeté le boycott de la table du dialogue, ont refusé de participer aux réunions du secrétariat général du 14-Mars et ont adopté une position de neutralité dans la crise syrienne. »*

Et ce cadre Kataëb de poursuivre : *« Le scénario des deux derniers jours était prévisible : torpiller la séance parlementaire du vote du projet orthodoxe. Tout ce qui est dit sur des projets de loi n'est que tapage médiatique pour couvrir le vide vers lequel certains ont décidé de nous entraîner. Preuve en est la légèreté avec laquelle la proposition de loi mixte revêtue du double caractère d'urgence a été rédigée, car elle ne mentionne pas le taux nécessaire pour être élu conformément au mode de scrutin proportionnel. De plus, les FL ont cédé le tiers du Mont-Liban au député Walid Joumblatt, en acceptant d'unifier en une seule circonscriptions le Chouf et Aley,*

*et les deux tiers au Hezbollah, en unifiant Baabda, le Metn, Jbeil et Kesrouan ».*

**Al-Hayat** (Quotidien à capitaux saoudiens, 15 mai 2013)

L'Iran s'emploie à modifier la donne politique et sur le terrain en Syrie. Une source informée à Téhéran, interrogée par *Al-Hayat*, explique qu'les autorités iraniennes ont réussi à convaincre le président syrien Bachar al-Assad d'accorder un rôle illimité au Hezbollah, et de mettre tous les moyens de l'armée syrienne à sa disposition au cas où il voudrait ouvrir le front du Golan contre Israël. L'Iran, ajoute-t-on de même source, a également convaincu Damas d'ouvrir la porte du jihad aux Arabes et musulmans qui souhaiteraient combattre Israël à partir du Golan.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (17 mai 2013)

S'il y a une entente sur une nouvelle loi électorale et une visibilité pour la tenue des élections, le 8-Mars et ses alliés pourraient être plus coulants dans la composition du nouveau cabinet, sachant que celui-ci a une mission très précise, celle d'organiser des élections. Mais si une telle entente fait défaut et que l'on se dirige soit vers une prorogation du mandat du Parlement, soit vers le renflouement de la loi de 1960 dans un bras de fer politique, le 8-Mars et ses alliés tenteront de faire partie du nouveau gouvernement de façon effective, c'est-à-dire via l'obtention du tiers de blocage. Sinon, ils chercheront à entraver la formation du gouvernement pour en rester à la gestion des affaires courantes par le gouvernement Mikati.

En effet, la dernière visite de Walid Joumblatt en Arabie saoudite et ce qui en a filtré n'étaient pas de nature à rassurer le camp du 8-Mars et en particulier le Hezbollah, qui a eu le sentiment d'être spécifiquement visé. L'Arabie saoudite, rappellent les sources proches du 8-Mars, avait demandé à ses interlocuteurs libanais d'accélérer le processus de formation du gouvernement en respectant toutefois deux conditions : pas de représentation directe du Hezbollah au sein du gouvernement et pas d'octroi du tiers de blocage au 8-Mars et à ses alliés. Le Premier ministre désigné Tammam Salam, ajoutent-ils, avait alors multiplié les contacts avec

deux formules : la première de 24 ministres, divisés sur la base des trois tiers : 8 ministres au 14-Mars, 8 ministres au 8-Mars et à ses alliés, et 8 ministres aux centristes (le président Sleiman, le Premier ministre Salam et Walid Joumblatt), et en cas de refus du 8-Mars, Tammam Salam a songé à une formule de 14 ministres, tous des personnalités « *non provocantes* » et pas trop politiques. Dans la foulée, il avait mis au point un système de rotation des portefeuilles, donnant par exemple les Finances aux chiites et les Affaires étrangères et la Défense aux maronites, alors que l'Intérieur devrait revenir aux grecs-orthodoxes, etc. Tammam Salam était encouragé dans sa démarche par le chef de l'État qui le poussait à annoncer son équipe, quitte à devoir former un gouvernement sans le 8-Mars et le CPL.

La riposte de ces derniers ne s'est pas fait attendre. Le 8-Mars et le CPL ont envoyé des messages très clairs dans lesquels ils exprimaient leur refus de la formule des trois tiers, se demandant pourquoi ceux qui représentent 48 % des sièges parlementaires n'obtiennent qu'un tiers des membres du gouvernement, alors que ceux qui ont moins que 20 % des sièges parlementaires obtiennent le tiers des sièges gouvernementaux. Le président de la Chambre avait même été encore plus loin, se demandant comment Tammam Salam peut être considéré comme centriste, alors que sa candidature a été annoncée par le 14-Mars et qu'il affirme lui-même être membre de cette coalition. Berry avait même lancé devant ses visiteurs que c'est lui le véritable centriste.

**Elnashra.com** (Site libanais indépendant, 15 mai 2013)

Naji Boustani

Depuis le déclenchement de la bataille de Qoussair, dans la campagne de Homs, et la participation de combattants du Hezbollah et des comités populaires, il est clairement apparu que cette offensive dépassait la simple récupération d'un village par-ci et d'une bourgade par-là. Elle entre dans le cadre d'un plan militaire ayant des objectifs et des dimensions stratégiques. Comment a-t-il été mis en œuvre et à quelle étape sommes-nous actuellement :

► Première étape : L'attaque a commencé contre la colline de Mando, qui surplombe la plupart de la région de Qoussair, et

contre un pont important qui relie les deux rives de l'Oronte. Le but était de localiser les positions des groupes armés et d'empêcher leur infiltration à l'ouest de l'Oronte. Les villages de Bourhaniyé et Radwaniyé, proches de la frontière libanaise, ont été pris d'assaut pour isoler les lignes de ravitaillement des miliciens de l'intérieur du Liban.

► Deuxième étape : La localité de Abel, qui relie les villes de Qoussair et de Homs a été occupée, dans le cadre d'un plan visant à resserrer progressivement l'étau sur Qoussair.

► Troisième étape : Une vaste offensive a été lancée pour prendre le contrôle de villages à l'ouest de l'Oronte, suivie quelques jours plus tard par une attaque d'envergure sur les villages à l'Est du fleuve. Les localités de Joussé, Saadiya, Sfarja, Khalidiyé, Qadish, Mansouriyé, Salloumié, Jarroussié, Sekmaniyé, Ouznité etc... ont été occupées. Les rebelles ont été contraints de se retirer vers l'intérieur de la ville de Qoussair.

► Quatrième étape : Une attaque a été lancée avec succès contre trois villages : Haidariyé, Doumeina-Gharbiyé et Ach el-Warwar, ce qui a permis de couper la route entre Qoussair et Homs, utilisée pour ravitailler en armes, nourritures et équipements les rebelles.

► Cinquième étape : Elle se déroule en ce moment. L'aviation syrienne bombarde les positions rebelles dans Qoussair, transformée en champs de ruine, en préparation de l'offensive au sol de toutes les directions.

Les objectifs de la bataille de Qoussair sont les suivants :

► 1. Préparer la bataille de Homs, dont la moitié est encore occupée par les rebelles, et qui était considérée comme le « *berceau de la révolution* » ;

► 2. Empêcher le déploiement des rebelles vers la campagne au nord de Damas et éviter qu'ils coupent la route Homs-Damas. Maintenir ouverte la route Tartous-Damas ;

► 3. Mettre un terme au ravitaillement des rebelles du centre de la Syrie à partir du Liban ;

► 4. Sécuriser une large zone du centre de la Syrie, sous le contrôle du régime, et protégée par le Hezbollah sur son flanc ouest.

**Asharq al-Awsat** (Quotidien saoudien, 17 mai 2013)

Michel Abi Najem, Paris

Selon des sources diplomatiques françaises, la possibilité de la tenue de la conférence internationale de Genève 2 sur la Syrie affaiblit l'argument des États appelant à l'armement de l'opposition syrienne. Pour le président français François Hollande, il faut convaincre la Russie que son intérêt, l'intérêt de la région, et l'intérêt de la paix, c'est d'en terminer avec Bachar al-Assad.

**Al-Ahram** (Quotidien égyptien, 14 mai 2013)

Des députés salafistes égyptiens ont estimé lundi que les chiites représentaient un danger plus important que les femmes nues, lors de débats organisés au Comité culturel du Sénat égyptien et consacrés à l'arrivée de touristes iraniens en Égypte.

Les membres du Comité ont appelé le ministre du Tourisme Hicham Zaazou à aborder cette question au Conseil consultatif, qui détient des pouvoirs législatifs.

« *Les chiites sont plus dangereux que les femmes nues* », a déclaré durant la réunion le député Tharwat Atallah du parti salafiste al-Nour. « *Ils constituent un danger pour la sécurité nationale égyptienne. Les Égyptiens seront poussés à se convertir au chiisme, donnant une chance à cette secte de proliférer en Égypte* », a-t-il ajouté. M. Atallah a aussi appelé le régime égyptien à limiter ses relations avec l'Iran, comme le faisait le régime du président déchu Hosni Moubarak.

Le député Yahia Abou el-Hassan du parti islamiste al-Wassat a répondu que « *les pays qui ont rompu leurs relations avec l'Iran sont les États-Unis et Israël* », soulignant que les touristes iraniens se rendent en Égypte pour une « *période limitée* ».

**The New York Times** (Quotidien états-unien, 16 mai 2013)

Des fonctionnaires états-unien qui ont requis l'anonymat ont indiqué que la Russie aurait livré à la Syrie des missiles antinavires lakhont. Ces fonctionnaires affirment que « *la Russie a envoyé des missiles antinavires à la Syrie* ». Cette décision montre clairement à quel point le soutien apporté par Moscou au régime Assad est substantiel. Il s'agit de missiles lakhont dotés d'un système de pointage sophistiqué. D'après les experts US, ces missiles permettraient à Damas d'opposer une riposte plus efficace aux forces navales de l'Occident si elles tentaient d'imposer un embargo maritime. Le lakhont est un missile antinavire

supersonique d'une portée de 300 km.

*Pierre Khalaf*

Source  
New Orient News (Liban)

---

Source : « Samir Geagea a trahi », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 20 mai 2013, [www.voltairenet.org/article178535.html](http://www.voltairenet.org/article178535.html)